

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

ACCORD DU 19 OCTOBRE 2010  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2011  
(NORD-PAS-DE-CALAIS)

NOR : ASET1051398M  
IDCC : 1596

---

Entre :

La CSIE Nord - Pas-de-Calais ;

La FFB Nord - Pas-de-Calais ;

L'URCAPEB Nord - Pas-de-Calais,

D'une part, et

L'IBTP FO ;

L'UR CB CFDT Nord - Pas-de-Calais,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les parties signataires du

présent accord ont arrêté les montants suivants qui seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

Pour le niveau I, coefficient 150 : 1 406,71 €.

Pour le niveau I, coefficient 170 :

- la partie fixe (PF) à 110 € ;
- la valeur du point (VP) à 7,83793 €.

Pour le niveau II :

- la partie fixe (PF) à 110 € ;
- la valeur du point (VP) à 7,62124 €.

Pour le niveau III :

- la partie fixe (PF) à 110 € ;
- la valeur du point (VP) à 7,46336 €.

Pour le niveau IV :

- la partie fixe (PF) à 110 € ;
- la valeur du point (VP) à 7,45608 €.

## **Article 2**

Le barème des salaires minimaux mensuels base 151,67 heures, en application de l'article 1<sup>er</sup> est le suivant, ce barème étant applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

Niveau I :

- coefficient 150 : 1 406,71 € ;
- coefficient 170 : 1 442,45 €.

Niveau II :

- coefficient 185 : 1 519,93 €.

Niveau III :

- coefficient 210 : 1 677,31 € ;
- coefficient 230 : 1 826,57 €.

Niveau IV :

- coefficient 250 : 1 974,02 € ;
- coefficient 270 : 2 123,14 €.

## **Article 3**

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail de Paris et au greffe du conseil de prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 19 octobre 2010.

(Suivent les signatures.)